

RCS : CANNES Code greffe : 0602

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de CANNES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 2018 B 00548 Numéro SIREN : 309 066 876 Nom ou dénomination : SODIREV

Ce dépôt a été enregistré le 08/02/2021 sous le numéro de dépôt 412

COMPTES ANNUELS

SA SODIREV

Siège social

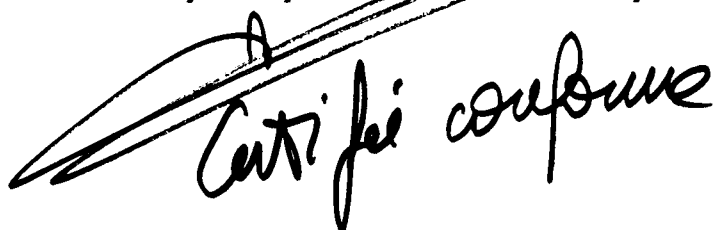
**62 boulevard de la Croisette
Immeuble le Palais d'Orsay
06400 CANNES
RCS Cannes n° 309 066 876**

Etablissement principal

**5 Allée des Champs Pinsons
31650 Saint-Orens de Gameville**

SIRET 309 066 876 00033

Exercice du 01/02/2019 au 31/01/2020


Certifié conforme

- SOMMAIRE -

Etats Financiers

Comptes Annuels - Bilan	2
Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Résultat	5
Compte de résultat	6

Annexes et autres informations

Annexes	8
Règles et Méthodes	9
Immobilisations	12
Amortissements	13
Filiales et participations	14
Variation détaillée des stocks et des en-cours	15
Créances et dettes	16
Actif réalisable, passif exigible	17
Dettes garanties par des sûretés réelles	18
Produits à recevoir	19
Charges à payer	20
Charges et produits constatés d'avance	21
Composition du capital social	22
Provisions pour risques et charges	23
Ventilation du chiffre d'affaires	24
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	25
Situation fiscale différée et latente	26
Rémunération des dirigeants	27
Honoraires des contrôleurs légaux des comptes	28
Eléments sur les postes des entreprises liées	29
Transfert de charges	30
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	31
Effectif moyen	32
Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées	33
Engagements financiers donnés et reçus	34
Autres informations	35

COMPTES ANNUELS

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/01/2020	31/01/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	245 704	239 784	5 920	7 235
Fonds commercial	1 181 827		1 181 827	1 181 827
Autres immobilisations incorporelles	472 592		472 592	472 592
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 800		1 800	1 800
Constructions	7 292 973	3 138 627	4 154 346	4 406 469
Installations techniques, matériel, outillage	6 430 185	5 303 630	1 126 556	1 273 723
Autres immobilisations corporelles	6 446 521	5 382 849	1 063 672	1 300 605
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	276 274		276 274	93 703
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 020 487	89 237	2 931 251	2 920 428
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	94 062		94 062	94 062
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 136 801		1 136 801	1 112 018
ACTIF IMMOBILISE	26 599 227	14 154 126	12 445 102	12 864 461
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	47 726		47 726	49 214
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 758 675	86 876	8 671 799	9 105 458
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 165 356	26 003	1 139 353	468 307
Autres créances	12 894 245	58 580	12 835 665	12 887 284
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	150 000		150 000	150 000
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 447 135		1 447 135	1 486 248
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 214 259		1 214 259	1 123 210
ACTIF CIRCULANT	25 677 396	171 459	25 505 937	25 269 720
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	52 276 623	14 325 584	37 951 039	38 134 181

Rubriques	31/01/2020	31/01/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 121 273)	121 273	121 273
Primes d'émission, de fusion, d'apport	317 186	317 186
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	12 196	12 196
Réserves statutaires ou contractuelles	4 237 699	4 237 699
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	12 231 854	11 339 929
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-357 976	891 926
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	221 986	208 180
CAPITAUX PROPRES	16 784 218	17 128 388
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 351 910	934 862
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 351 910	934 862
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 701 953	6 174 614
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	10 322 006
Dettes fiscales et sociales	2 685 301	3 300 754
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	249 625	245 941
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 947	27 616
DETTES	19 814 910	20 070 931
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL	37 951 039	38 134 181

Compte de Résultat

Rubriques	France	Exportation	31/01/2020	31/01/2019
Ventes de marchandises	105 257 622		105 257 622	105 211 933
Production vendue de biens	8 327 219		8 327 219	8 353 531
Production vendue de services	2 271 800		2 271 800	2 249 989
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	115 856 641		115 856 641	115 815 453
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 186 031	937 113
Autres produits			161 433	74 983
PRODUITS D'EXPLOITATION			117 204 105	116 827 548
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			84 764 800	84 603 185
Variation de stock (marchandises)			408 609	46 691
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			303 607	259 951
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 488	-1 452
Autres achats et charges externes			15 741 268	14 475 708
Impôts, taxes et versements assimilés			1 955 149	1 920 765
Salaires et traitements			10 128 623	10 034 617
Charges sociales			3 068 029	3 145 027
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			942 657	1 059 545
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			112 879	61 826
Dotations aux provisions				
Autres charges			105 054	110 591
CHARGES D'EXPLOITATION			117 532 162	115 716 453
RESULTAT D'EXPLOITATION			-328 058	1 111 095
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			25 709	61 962
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			95 499	85 108
Autres intérêts et produits assimilés			3 878	5 571
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				-86
PRODUITS FINANCIERS			125 086	152 556
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			104 782	91 419
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			104 782	91 419
RESULTAT FINANCIER			20 304	61 137
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-307 754	1 172 231

Rubriques	31/01/2020	31/01/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		92 939
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 664	56 734
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	333 457	363 107
PRODUITS EXCEPTIONNELS	335 120	512 780
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	185 856	75 876
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	67 922	50 526
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	457 282	571 729
CHARGES EXCEPTIONNELLES	711 061	698 130
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-375 940	-185 351
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		187 557
Impôts sur les bénéfices	-325 718	-92 602
TOTAL DES PRODUITS	117 664 311	117 492 883
TOTAL DES CHARGES	118 022 287	116 600 958
BENEFICE OU PERTE	-357 976	891 926

ANNEXES

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/01/2020, dont le total est de **37 951 039 euros** et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de **357 976 euros**.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2019 au 31/01/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 8 septembre 2020 par le Conseil d'administration, après avoir été soumis au contrôle légal du Commissaire aux comptes de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, telles que prévues par le Code de commerce (art. L.123-12 et suivants et R.123-172 à R.123-208) et par le Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014, et modifié par le règlement 2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016).

Continuité de l'exploitation

La société HSO 31, qui contrôle la société SODIREV, a bénéficié d'une procédure de sauvegarde ouverte par le Tribunal de Commerce de Cannes en date du 21 novembre 2017.

Par jugement du 10 juillet 2019, le Tribunal de Commerce de Nice a statué en faveur du plan de sauvegarde présenté par les dirigeants du Groupe, assistés par l'Administrateur Judiciaire, prévoyant un rééchelonnement de la dette senior sur 10 années aux moyens d'échéances annuelles progressives dont la première est fixée à la date anniversaire du jugement arrêtant le plan.

La société RN PATRI.ONE a formé tierce opposition à l'encontre dudit plan de sauvegarde et sa demande a été déclarée irrecevable par jugement du Tribunal de Commerce de NICE en date du 3 février 2020 (la société RN PATRI.ONE a interjeté appel dudit jugement devant la Cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE).

Par jugement du 16 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de NICE a prononcé l'inaliénabilité du fonds de commerce de la société SODIREV et a « dit » que dans l'hypothèse où la SOCAMIL lèverait l'option qui lui est consentie et se substituerait aux époux CORNAC et à la société NIKAIADIS II dans leurs droits d'associés de la société HSO 31, la société SOCAMIL, prise en la personne de son président, serait automatiquement substituée à Monsieur Thierry CORNAC dans l'exécution du plan de sauvegarde de la société HSO 31.

Par sentence arbitrale du 26 mai 2020, le Tribunal Arbitral saisi par la société RN PATRI.ONE a fixé au passif des sociétés HSO 31 et HBC 31 :

- la somme de 2 000 000 € au titre de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
- la somme de 500 000 € au titre de dommages et intérêts ;
- la somme de un euros symbolique au titre du préjudice moral de Monsieur NAULEAU.

Par sentence arbitrale rectificative du 27 juillet 2020, le Tribunal Arbitral a jugé qu'il convenait de ventiler ces créances de la façon suivante :

- au passif de la société HBC 31 :
 - o 650 200 € au titre de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
 - o 250 000 € au titre des dommages et intérêts ;
- au passif de la société HSO 31 :
 - o 1 349 800 € au titre de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
 - o 250 000 € au titre des dommages et intérêts.

Les sociétés HSO 31 et HBC 31 ont formé un recours en annulation de la sentence du 26 mai 2020, de sorte que la fixation au passif prononcée par les arbitres n'a pas un caractère définitif.

En tout état de cause, la fixation de la somme de 1 599 800 €, payable sur dix ans, au passif de la société HSO 31 n'est pas de nature à menacer la continuité d'exploitation de sa filiale la société SODIREV.

La société SODIREV a anticipé l'expiration des lignes de trésorerie dont elle bénéficie auprès des banques court-terme en négociant un crédit fournisseur adapté à son besoin en fonds de roulement.

Enfin, la société SODIREV a normalisé ses relations avec le Mouvement E.LECLERC ce qui lui assure le soutien de l'Enseigne.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les Immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

En l'absence de visibilité sur les cessions d'immobilisations, et considérant les éventuelles valeurs résiduelles comme non significatives, il n'est pas tenu compte de ces dernières pour déterminer les bases d'amortissements.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions et Brevets : 1 an à 5 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 3 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel Informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

En regard de la réglementation applicable sur les fonds de commerce depuis l'entrée en vigueur du règlement ANC 2015-06 :

Les fonds de commerce inscrits à l'actif de la société n'ont pas de durée limitée, et ne sont donc pas amortis.

La société a mis en place un test de dépréciation annuel sur la base des cash flows actualisés. Une provision pour dépréciation sera constituée si cette valeur est moindre que la valeur historique, sauf en cas de valeur vénale supérieure à la valeur historique.

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale, et en ce qui concerne l'application des amortissements dégressifs.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation il est tenu compte de la valeur d'utilité qui n'est pas basée uniquement sur la notion d'actif net comptable corrigé, ou d'estimations fondées sur la rentabilité, mais prend aussi en compte l'intérêt de la société à contrôler le développement d'activités commerciales spécialisées et complémentaires à la sienne notamment sous la même enseigne de distribution.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de comptes à terme, de certificats de dépôt négociables et d'OPCVM de type trésorerie. Le prix de revient des titres de placement est calculé selon la méthode FIFO, et la valeur d'inventaire repose sur la valeur de réalisation à la clôture.

Stocks

Les stocks de marchandises et matières premières sont évalués au coût d'acquisition comprenant le prix d'achat, les coûts directement attribuables à l'acquisition et notamment les frais logistiques des centrales d'achats, et réduits des rabais, remises et ristournes, et escomptes obtenus.

Le dernier prix de revient connu a été retenu pour des raisons pratiques. Il n'est pas identifié d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Provisions réglementées

Ne concernent que les amortissements dérogatoires représentatifs de la différence entre les amortissements économiques et les amortissements fiscaux tels que décrit au paragraphe immobilisations corporelles.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des risques ou charges nettement précisés et que des événements en cours rendent probables.

Les provisions pour litiges sont constituées et évaluées sur la base des demandes adverses, et des éventuelles décisions prises par les tribunaux, et selon l'estimation de la sortie de ressources.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Intégration fiscale

La société SODIREV est membre du groupe constitué par la société mère, la SAS HSO 31 avec laquelle elle a conclu une convention d'intégration fiscale.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagements de retraite

Selon la recommandation du Conseil National de la Comptabilité, la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective des unités de comptes projetées (méthode préconisée par la norme IAS 19) pour déterminer la valeur de cette dette actuarielle.

L'objectif de cette méthode est de répartir le financement des prestations futures sur la durée d'activité probable du salarié. Chaque période de services rendus (soit une année d'ancienneté supplémentaire) donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. Il s'agit donc d'un calcul effectué pour chaque salarié en CDI présent dans l'entreprise au moment de l'évaluation du passif social.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 899 813		310
Terrains	1 800		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 431 245		
Constructions sur sol d'autrui	1 429 577		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	3 318 651		113 500
Install. techniques, matériel et outillage ind.	6 300 803		130 912
Installations générales, agenc., aménag.	5 241 393		15 730
Matériel de transport	354 956		31 313
Matériel de bureau, informatique, mobilier	792 295		14 219
Emballages récupérables et divers	31 500		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	93 703		294 669
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 995 922		600 343
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 009 664		11 616
Autres titres immobilisés	94 062		
Prêts et autres immobilisations financières	1 112 018		24 784
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 215 744		36 400
TOTAL GENERAL	26 111 479		637 053

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 900 123	
Terrains			1 800	
Constructions sur sol propre			2 431 245	
Constructions sur sol d'autrui			1 429 577	
Constructions, installations générales, agenc.			3 432 151	
Installations techn., matériel et outillages ind.		1 530	6 430 185	
Installations générales, agencements divers			5 257 123	
Matériel de transport		34 884	351 385	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			806 513	
Emballages récupérables et divers			31 500	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	112 097		276 274	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	112 097	36 414	20 447 754	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		793	3 020 487	
Autres titres immobilisés			94 062	
Prêts et autres immobilisations financières			1 136 801	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		793	4 251 351	
TOTAL GENERAL	112 097	37 207	26 599 227	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	238 159	1 626		239 784
Terrains				
Constructions sur sol propre	998 951	106 674		1 105 625
Constructions sur sol d'autrui	687 626	73 860		761 486
Constructions installations générales, agenc., aménag.	1 086 428	185 088		1 271 516
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 027 080	277 215	665	5 303 630
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 136 077	221 627		4 357 704
Matériel de transport	306 867	20 052	34 884	292 035
Matériel de bureau et informatique, mobilier	676 595	56 515		733 110
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 919 622	941 031	35 549	13 825 105
TOTAL GENERAL	13 157 781	942 657	35 549	14 064 889

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui					9 566	5 276	-14 842
- installations							
Install. Tech.		21 979			1 701	143	20 135
Install. Gén.						82	-82
Mat. Transp.		14 830			4 680		10 150
Mat bureau		1 281			2 836		-1 555
Embal récup.							

CORPOREL.	38 090			18 783	5 501		13 806
Acquis. titre							
TOTAL	38 090			18 783	5 501		13 806

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler
Primes de remboursement des obligations

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Val. nette	Titres Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)						
EURL AUTORENS	7 622	100	7 622		872 624	1 627 729
5 ALL DES CHAMPS PINSONS-ST ORENS	151 048			7 622		-143 799
EURL SODIREV-VOYAGES	7 622	100	7 622		48 256	876 141
5 ALL DES CHAMPS PINSONS-ST ORENS	-542 545					-15 702
SNC PRESTADIS	1 524	50		81 614		
5 ALL DES CHAMPS PINSONS- ST ORENS						-383
SNC HIRINA	1 524	45		686	99 315	
2 ALLEE EMILE ZOLA-31700 BLAGNAC				686		-5 305
		0,00				
		0,00				
PARTICIPATIONS (10 à 50%)						
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				
AUTRES PARTICIPATIONS						
SC SOFILEC-MIDI LANGUEDOC		8,58	2 386 640		165 745	
			2 386 640			5 069
AUTRES		0,00	536 302		184 824	
			536 302			
		0,00				
		0,00				
		0,00				
		0,00				

Rubriques	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	8 671 799	9 105 458		433 659
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements	47 726	49 214		1 488
TOTAL I	8 719 525	9 154 671		435 146
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE DE PRODUCTION) II + III				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 136 801		1 136 801
Clients douteux ou litigieux	8 518	8 518	
Autres créances clients	1 156 838	1 156 838	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 204	7 204	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	197 178	197 178	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	8 578 868	1 536 802	7 042 066
Débiteurs divers	4 110 995	3 760 424	350 571
Charges constatées d'avance	1 214 259	1 214 259	
TOTAL GENERAL	16 410 661	7 881 223	8 529 438

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	500 000
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 043 559
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 755 376	2 755 376		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	946 577	442 905	503 672	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	13 154 084		
Personnel et comptes rattachés	1 061 656	1 061 656		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	788 746	788 746		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	170 901	170 901		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	663 999	663 999		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	249 625	249 625		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	23 947	23 947		
TOTAL GENERAL	19 814 910	19 311 238	503 672	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	500 773
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 044 711
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

Situation de l'actif réalisable et disponible	31/01/2020	31/01/2019
Capital souscrit non appelé		
Créances rattachées à participations	2 931 251	2 920 428
Prêts		
Autres immobilisations financières	1 230 863	1 206 080
Avances et acomptes versés sur commandes en cours		
Clients et comptes rattachés	1 139 353	468 307
Autres créances	12 835 665	12 887 282
Capital souscrit, appelé non versé		
SOUS-TOTAL	18 137 132	17 482 096
Valeurs de placement	150 000	150 000
Disponibilités	1 447 135	1 484 080
TOTAL	19 734 268	19 116 176

Situation du passif exigible	31/01/2020	31/01/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	3 198 281	4 148 711
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	10 322 006
Dettes fiscales et sociales	2 685 301	3 300 751
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	249 625	245 941
TOTAL	19 287 291	18 017 409

SODIREV

Dettes garanties par des sûretés réelles

Déclaration au 31/01/2020

08/09/2020

Ru	riques	Montant garanti	Nature de la sûreté
Err	unts obligataires convertibles		
Au	is emprunts obligataires		
Err	unts et dettes auprès des établissements de crédit	6 173 000	Nantissement du fonds de commerce et du compte titre financier
Err	unts et dettes financières divers		
Av	ces et acomptes reçus sur commandes en cours		
De	is fournisseurs et comptes rattachés		
De	is fiscales et sociales		
De	is sur immobilisations et comptes rattachés		
Au	is dettes		
	TOTAL	6 173 000	

SODIREV

Produits à recevoir

Déclaration au 31/01/2020

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
40980000	Rrro a recevoir	1 930 050,00	1 607 000,00	323 050,00
40985000	Avoirs a recevoir	158 570,73	269 200,44	-110 629,71
42870000	Salaries - produits a recevoir	2 803,87	4 391,91	-1 588,04
46870000	Divers-produits a recevoir	606 051,09	622 594,97	-16 543,88
TOTAL AUTRES CREANCES		2 697 475,69	2 503 187,32	194 288,37
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
51870000	Interets courus a recevoir		2 167,30	-2 167,30
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS			2 167,30	-2 167,30
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 697 475,69	2 505 354,62	192 121,07

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40810000	Frs factures non parvenues	1 321 090,60	1 269 217,66	51 872,94
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 321 090,60	1 269 217,66	51 872,94
AUTRES DETTES				
16884000	Interets courus s/emprunt	773,00	1 152,00	-379,00
TOTAL AUTRES DETTES		773,00	1 152,00	-379,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Dettes provision sur conges payes	807 119,00	852 452,00	-45 333,00
42840000	Dettes provision sur participation		187 557,00	-187 557,00
42850000	Dettes provision sur primes gratif	240 000,00	222 917,00	17 083,00
42860000	Personnel charges a payer		202 860,00	-202 860,00
43810000	Org sociaux-prov ch soc/gratifs	64 137,00	80 948,50	-16 811,50
43820000	Charges sociales /conges payes	215 692,00	207 535,00	8 157,00
43860000	Organismes sociaux charges a payer	55 196,78	131 167,00	-75 970,22
43861000	Organismes sociaux-taxes sur remune	112 150,00	247 174,00	-135 024,00
44820000	Charges fiscales/conges payes	34 141,00	20 711,00	13 430,00
44850000	Charges fisc a payer/prov gratifica	10 152,00	9 429,00	723,00
44860000	Etat charges a payer	601 698,00	589 352,00	12 346,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 140 285,78	2 752 102,50	-611 816,72
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	Interets courus a payer	9 320,00		9 320,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		9 320,00		9 320,00
TOTAL CHARGES A PAYER		3 471 469,38	4 022 472,16	-551 002,78

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatees d'avance	1 214 258,70	1 123 209,66	91 049,04
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 214 258,70	1 123 209,66	91 049,04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-23 947,44	-27 616,00	3 668,56
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-23 947,44	-27 616,00	3 668,56

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	7 955			15,24
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	208 180	38 090	24 284	221 986
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	208 180	38 090	24 284	221 986
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	934 862	419 192	2 144	1 351 910
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	934 862	419 192	2 144	1 351 910
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	89 237			89 237
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	61 826	86 876	61 826	86 876
Dépréciations comptes clients		26 003		26 003
Autres dépréciations	108 580		50 000	58 580
DEPRECIATIONS	259 642	112 879	111 826	260 695
TOTAL GENERAL	1 402 684	570 161	138 254	1 834 592
Dotations et reprises d'exploitation		112 879	61 826	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		457 282	76 428	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/01/2020	Total 31/01/2019	%
Ventes de marchandises	105 257 622		105 257 622	105 211 933	0,04 %
Production vendue - biens	8 327 219		8 327 219	8 353 531	-0,32 %
Productionn vendue - services	2 271 800		2 271 800	2 249 989	0,97 %

TOTAL	115 856 641		115 856 641	115 815 453	0,04 %
--------------	--------------------	--	--------------------	--------------------	---------------

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-307 754		-307 754
Résultat exceptionnel à court terme	-375 940	-325 718	-50 222
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-683 694	-325 718	-357 976

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	13 806
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	13 806
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	81 519
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	45 897
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	127 416
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-113 610

IMPOT DU SUR :

Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :

Déficits reportables

Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers
Engagements de retraite
Avances et crédits alloués
Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

	Montant HT		%	
	N	N-1	N	N-1
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes				
<i>émetteur</i>	38 300	35 386	100,00	100,00
<i>filiales</i>				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
<i>émetteur</i>				
<i>filiales</i>				
SOUS-TOTAL	38 300	35 386	100,00	100,00

Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement

Juridique, fiscal, social

Autres

SOUS-TOTAL

TOTAL	38 300	35 386	100,00	100,00
-------	--------	--------	--------	--------

Audit

Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes

émetteur
 filiales

Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes

émetteur
 filiales

SOUS-TOTAL

Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement

Juridique, fiscal, social

Autres

SOUS-TOTAL

TOTAL				
TOTAL GENERAL	38 300	35 386	100,00	100,00

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	97 545	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	5 398	709 290
Autres créances	1 020 197	7 680 997
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers	13 180	82 318
Charges financières	2 387	

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Tranferts de charges d'exploitation	1 124 205	
Transferts de charges financières		
Transferts de charges exceptionnelles	257 028	
TOTAL		1 381 233

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
HSO 31- 62 bd de la Croisette 06400 Cannes-siren 788671980	SAS	1 000	99,48 %

SODIREV

Effectif moyen

Déclaration au 31/01/2020

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES ET ASSIMILES	35	
AGENTS DE MAITRISE	12	
EMPLOYES	379	
OUVRIERS	26	
TOTAL		452

SODIREV

Engagements en matière de retraites, pensions et
indemnités assimilées

Déclaration au 31/01/2020

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité		276 872	
TOTAL			276 872

Catégories d'engagements	Total	Engagements donnés				
		Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et caution	12 983 503			12 983 503		
Intérêts des emprunts	8 160					8 160
Engagements en matière de pension	276 872					276 872

TOTAL	13 268 535			12 983 503		285 032
--------------	-------------------	--	--	-------------------	--	----------------

Catégories d'engagements	Total	Engagements reçus				
		Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
--------------	--	--	--	--	--	--

Catégories d'engagements	Total	Engagements réciproques				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
--------------	--	--	--	--	--	--

Evènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêté des comptes que cette situation relève d'un événement postérieur à la clôture, sans lien avec la situation existant au 31 janvier 2020.

Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement des comptes annuels clos au 31 janvier 2020, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 janvier 2020 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'en estimer les impacts financiers.

Toutefois il est précisé qu'à la date d'arrêté des comptes les mesures prises durant l'exercice en cours pendant la crise sanitaire et le confinement ont été les suivantes :

Fermeture de certaines activités durant la phase de confinement : Manège à Bijoux, Location de véhicules Loué Leclerc. L'Agence de Voyages exploitée par la filiale EURL SODIREV-VOYAGES a également été fermée ainsi que le Centre Auto exploité par la filiale EURL AUTORENS.

Redéploiement des effectifs des concepts fermés et des rayons en sous activité vers les rayons en surtension dont notamment les Drives et les rayons alimentaires.

Les mesures sanitaires préconisées et régulièrement mises à jour par les autorités publiques visant à protéger le personnel et les clients ont été immédiatement déployées et adaptées sur les sites de l'entreprise. Ces mesures sont exhaustivement décrites dans le plan de continuité de l'activité dont notamment :

- Campagnes SMS d'informations des salariés,
- Affichage des gestes barrières et diffusion de toutes les mesures de préventions,
- Mise à disposition d'équipements de protection individuelle et diffusion des consignes d'utilisation (masques, visières, gants, lingettes, sprays, gels hydroalcooliques, ...). Port obligatoire du masque et des gants sur le magasin,
- Renforcement du planning de nettoyage des locaux,
- Protocoles de désinfection des locaux, des caddies, paniers et autres matériels,
- Mise en place de divers équipements de protection sur les postes de travail (vitres de protection PVC sur la ligne de caisse, l'accueil et les points-vendeurs,...),
- Marquage au sol et balisage pour organisation de la distanciation sociale (flux de clientèle, files d'attente, points de croisements de salariés,...),
- Aménagement des horaires d'ouverture, revue de certains horaires de travail (horaires alternés)
- Implantation de bornes de désinfection et de distributeurs de gants à usage des clients,
- Contingemment à 800 personnes simultanées dans le magasin et ouverture d'une caisse sur deux uniquement sur arrêté préfectoral,
- Prise de température obligatoire pour les salariés et prestataires extérieurs,
- Sectorisation des salles de pause avec quota de personnes admissibles.

Report d'échéances :

- Charges patronales de sécurité sociale

- Impôts et taxes (TASCOM, CFE)
- Loyers de l'hypermarché

Par ailleurs nous avons constaté depuis le début de l'exercice une évolution positive du chiffre d'affaires cumulé hors carburant.

Dans ce contexte, la trésorerie de l'entreprise a été consolidée et confortée par l'obtention de PGE et permettra de faire face aux engagements.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation par le biais d'une provision à hauteur de **86 876 €**. Certaines marchandises en stock ont été dépréciées en raison de leur obsolescence, vétusté, prix de vente inférieur au prix de revient.

Actif réalisable & disponible –passif exigible

Seules les dettes à moins d'un an sont retenues.

Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées

La convention collective applicable à l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier sur ce thème. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous forme de provision.

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est octroyée aux membres du Conseil d'Administration. L'information des rémunérations allouées par le Conseil d'Administration aux organes de direction ne peut être fournie en application de l'article R 123-198-1 du Code Commerce.

Effectif moyen

Par effectif salarié, il est entendu l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, il est entendu le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Liste des transactions significatives visées par l'article L 123-198 du Code de Commerce

Néant

Information sur les autres opérations non inscrites au bilan visées par l'article R 123-197-9ème du Code de Commerce

Néant

SODIREV

Société Anonyme à Conseil d'Administration
Au capital de 121.273,19 €
Siège Social : 62 boulevard de la Croisette
06400 Cannes
R.C.S. CANNES 309 066 876

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 30 SEPTEMBRE 2020

AFFECTATION DU RESULTAT DE L'EXERCICE CLOS LE 31 JANVIER 2020

L'assemblée générale décide d'affecter la perte s'élevant à - 357.976 € de la manière suivante :

- Au poste « Report à nouveau », - 357.976,23 €

Total affecté - 357.976,23 €

L'assemblée générale décide également d'affecter au poste « Dividendes » la somme de 124.922 € à prélever sur le poste « Report à nouveau ».

Ce qui porterait ce poste à la somme de 11.748.956 euros

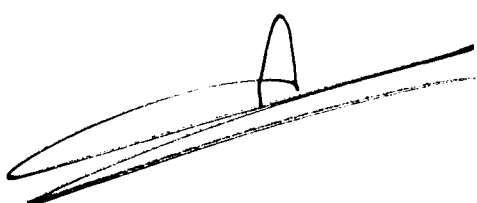
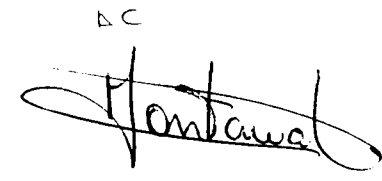
Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres s'élèveraient à une somme de 16.659.296 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les sommes distribuées au titre des dividendes, au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

<u>Exercice</u>	<u>Dividendes</u>	<u>Par action</u>	<u>Eligible à l'abattement</u>	<u>Non éligible à l'abattement</u>
31.01.2017	-	-	-	
31.01.2018	-	-	-	
31.01.2019	-	-	-	

Vote : Nombre de voix pour : 7933
Nombre de voix contre : 0
Abstentions : 0

CETTE RESOLUTION EST ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ



SODIREV

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 121 273 EUROS

**Siège social : 62 Boulevard de la Croisette
Immeuble le Palais d'Orsay
06 400 CANNES**

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
Exercice clos le 31 janvier 2020**

Certifié conforme



SODIREV

SOCIETE ANONYME AU CAPITAL DE 121 273 EUROS

**Siège social : 62 Boulevard de la Croisette
Immeuble le Palais d'Orsay
06 400 CANNES**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 janvier 2020

A l'assemblée générale de la société SODIREV,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **SA SODIREV** relatifs à l'exercice clos le **31 janvier 2020**, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le Conseil d'administration le **8 septembre 2020** sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} février 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Continuité d'exploitation » de l'annexe des comptes annuels concernant les difficultés financières rencontrées par la société HSO 31 qui contrôle la société SODIREV et les mesures engagées par le Groupe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration arrêté le 8 septembre 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Informations relatives aux délais de paiement

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D. 441-4 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du Conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise, des informations requises par l'article L. 225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

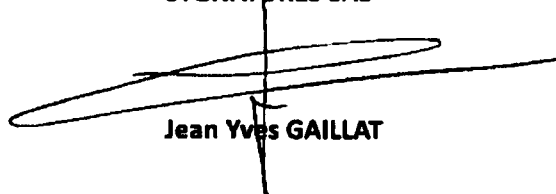
- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude

significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Toulouse, le 14 septembre 2020

SYGNATURES SAS



Jean Yves GAILLAT

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/01/2020	31/01/2019
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	245 704	239 784	5 920	7 235
Fonds commercial	1 181 827		1 181 827	1 181 827
Autres immobilisations incorporelles	472 592		472 592	472 592
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	1 800		1 800	1 800
Constructions	7 292 973	3 138 627	4 154 346	4 406 469
Installations techniques, matériel, outillage	6 430 185	5 303 630	1 126 556	1 273 723
Autres immobilisations corporelles	6 446 521	5 382 849	1 063 672	1 300 605
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	276 274		276 274	93 703
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations	3 020 487	89 237	2 931 251	2 920 428
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	94 062		94 062	94 062
Prêts				
Autres immobilisations financières	1 136 801		1 136 801	1 112 018
ACTIF IMMOBILISE	26 599 227	14 154 126	12 445 102	12 864 461
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	47 726		47 726	49 214
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	8 758 675	86 876	8 671 799	9 105 458
Avances et acomptes versés sur commandes				
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	1 165 356	26 003	1 139 353	468 307
Autres créances	12 894 245	58 580	12 835 665	12 887 284
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement	150 000		150 000	150 000
(dont actions propres :)				
Disponibilités	1 447 135		1 447 135	1 486 248
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 214 259		1 214 259	1 123 210
ACTIF CIRCULANT	25 677 396	171 459	25 505 937	25 269 720
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
TOTAL GENERAL	52 276 623	14 325 584	37 951 039	38 134 181

SYGNATURES S.A.S.

Commissaires aux Comptes

Au capital de 324 365,57 €

8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122

31512 TOULOUSE CEDEX 5

RCS Toulouse B 333 321 628

Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

Rubriques	31/01/2020	31/01/2019
Capital social ou individuel (dont versé : 121 273)	121 273	121 273
Primes d'émission, de fusion, d'apport	317 186	317 186
Ecart de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	12 196	12 196
Réserves statutaires ou contractuelles	4 237 699	4 237 699
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)		
Report à nouveau	12 231 854	11 339 929
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-357 976	891 926
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	221 986	208 180
CAPITAUX PROPRES	16 784 218	17 128 388
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 351 910	934 862
Provisions pour charges		
PROVISIONS	1 351 910	934 862
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 701 953	6 174 614
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	10 322 006
Dettes fiscales et sociales	2 685 301	3 300 754
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	249 625	245 941
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	23 947	27 616
DETTES	19 814 910	20 070 931
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	37 951 039	38 134 181

SYGNATURES S.A.S.
 Commissaires aux Comptes
 Au capital de 324 365,57 €
 8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122
 31512 TOULOUSE CEDEX 5
 RCS Toulouse B 333 321 628
 Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

Rubriques	France	Exportation	31/01/2020	31/01/2019
Ventes de marchandises	105 257 622		105 257 622	105 211 933
Production vendue de biens	8 327 219		8 327 219	8 353 531
Production vendue de services	2 271 800		2 271 800	2 249 989
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	115 856 641		115 856 641	115 815 453
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation				
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 186 031	937 113
Autres produits			161 433	74 983
PRODUITS D'EXPLOITATION			117 204 105	116 827 548
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			84 764 800	84 603 185
Variation de stock (marchandises)			408 609	46 691
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			303 607	259 951
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 488	-1 452
Autres achats et charges externes			15 741 268	14 475 708
Impôts, taxes et versements assimilés			1 955 149	1 920 765
Salaires et traitements			10 128 623	10 034 617
Charges sociales			3 068 029	3 145 027
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			942 657	1 059 545
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			112 879	61 826
Dotations aux provisions				
Autres charges			105 054	110 591
CHARGES D'EXPLOITATION			117 532 162	115 716 453
RESULTAT D'EXPLOITATION			-328 058	1 111 095
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations			25 709	61 962
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé			95 499	85 108
Autres intérêts et produits assimilés			3 878	5 571
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				-86
PRODUITS FINANCIERS			125 086	152 556
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions				
Intérêts et charges assimilées			104 782	91 419
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			104 782	91 419
RESULTAT FINANCIER			20 304	61 137
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-307 754	1 172 231

SYGNATURES S.A.S.

Commissaires aux Comptes

Au capital de 324 365,57 €

8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122

31512 TOULOUSE CEDEX 5

RCS Toulouse B 333 321 628

Siret 333 321 628 000 39 - APE 6920 Z

Rubriques	31/01/2020	31/01/2019
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		92 939
Produits exceptionnels sur opérations en capital	1 664	56 734
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	333 457	363 107
PRODUITS EXCEPTIONNELS	335 120	512 780
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	185 856	75 876
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	67 922	50 526
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	457 282	571 729
CHARGES EXCEPTIONNELLES	711 061	698 130
RESULTAT EXCEPTIONNEL	-375 940	-185 351
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		187 557
Impôts sur les bénéfices	-325 718	-92 602
TOTAL DES PRODUITS	117 664 311	117 492 883
TOTAL DES CHARGES	118 022 287	116 600 958
BENEFICE OU PERTE	-357 976	891 926

SYGNATURES S.A.S.
 Commissaires aux Comptes
 Au capital de 324 365,57 €
 8, chemin de la Terrasse - B.P. 45122
 31512 TOULOUSE CEDEX 5
 RCS Toulouse B 333 321 628
 Siret 333 321 628 00039 - APE 6920 Z

ANNEXES

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/01/2020, dont le total est de 37 951 039 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégageant une perte de 357 976 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/02/2019 au 31/01/2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 8 septembre 2020 par le Conseil d'administration, après avoir été soumis au contrôle légal du Commissaire aux comptes de l'entreprise.

Règles générales

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur en France, telles que prévues par le Code de commerce (art. L.123-12 et suivants et R.123-172 à R.123-208) et par le Plan Comptable Général (règlement ANC n°2014-03 du 5 juin 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014, et modifié par le règlement 2016-07 du 4 novembre 2016 homologué par arrêté du 26 décembre 2016).

Continuité de l'exploitation

La société HSO 31, qui contrôle la société SODIREV, a bénéficié d'une procédure de sauvegarde ouverte par le Tribunal de Commerce de Cannes en date du 21 novembre 2017.

Par jugement du 10 juillet 2019, le Tribunal de Commerce de Nice a statué en faveur du plan de sauvegarde présenté par les dirigeants du Groupe, assistés par l'Administrateur Judiciaire, prévoyant un rééchelonnement de la dette senior sur 10 années aux moyens d'échéances annuelles progressives dont la première est fixée à la date anniversaire du jugement arrêtant le plan.

La société RN PATRI.ONE a formé tierce opposition à l'encontre dudit plan de sauvegarde et sa demande a été déclarée irrecevable par jugement du Tribunal de Commerce de NICE en date du 3 février 2020 (la société RN PATRI.ONE a interjeté appel dudit jugement devant la Cour d'appel d'AIX-EN-PROVENCE).

Par jugement du 16 octobre 2019, le Tribunal de Commerce de NICE a prononcé l'inaliénabilité du fonds de commerce de la société SODIREV et a « dit » que dans l'hypothèse où la SOCAMIL lèverait l'option qui lui est consentie et se substituerait aux époux CORNAC et à la société NIKAIADIS II dans leurs droits d'associés de la société HSO 31, la société SOCAMIL, prise en la personne de son président, serait automatiquement substituée à Monsieur Thierry CORNAC dans l'exécution du plan de sauvegarde de la société HSO 31.

Par sentence arbitrale du 26 mai 2020, le Tribunal Arbitral saisi par la société RN PATRI.ONE a fixé au passif des sociétés HSO 31 et HBC 31 :

- la somme de 2 000 000 € au titre de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
- la somme de 500 000 € au titre de dommages et intérêts ;
- la somme de un euros symbolique au titre du préjudice moral de Monsieur NAULEAU.

Par sentence arbitrale rectificative du 27 juillet 2020, le Tribunal Arbitral a jugé qu'il convenait de ventiler ces créances de la façon suivante :

- au passif de la société HBC 31 :
 - o 650 200 € au titre de de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
 - o 250 000 € au titre des dommages et intérêts ;
- au passif de la société HSO 31 :
 - o 1 349 800 € au titre de de la clause stipulée à l'article 3.6 des actes de levée d'option du 6 décembre 2013 ;
 - o 250 000 € au titre des dommages et intérêts.

Les sociétés HSO 31 et HBC 31 ont formé un recours en annulation de la sentence du 26 mai 2020, de sorte que la fixation au passif prononcée par les arbitres n'a pas un caractère définitif.

En tout état de cause, la fixation de la somme de 1 599 800 €, payable sur dix ans, au passif de la société HSO 31 n'est pas de nature à menacer la continuité d'exploitation de sa filiale la société SODIREV.

La société SODIREV a anticipé l'expiration des lignes de trésorerie dont elle bénéficie auprès des banques court-terme en négociant un crédit fournisseur adapté à son besoin en fonds de roulement.

Enfin, la société SODIREV a normalisé ses relations avec le Mouvement E.LECLERC ce qui lui assure le soutien de l'Enseigne.

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

En l'absence de visibilité sur les cessions d'immobilisations, et considérant les éventuelles valeurs résiduelles comme non significatives, il n'est pas tenu compte de ces dernières pour déterminer les bases d'amortissements.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, sont rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions et Brevets: 1 an à 5 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 3 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel Informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

En regard de la réglementation applicable sur les fonds de commerce depuis l'entrée en vigueur du règlement ANC 2015-06 :

Les fonds de commerce inscrits à l'actif de la société n'ont pas de durée limitée, et ne sont donc pas amortis.

La société a mis en place un test de dépréciation annuel sur la base des cash flows actualisés. Une provision pour dépréciation sera constituée si cette valeur est moindre que la valeur historique, sauf en cas de valeur vénale supérieure à la valeur historique

L'entreprise pratique l'amortissement dérogatoire pour bénéficier de la déduction fiscale des amortissements en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscale, et en ce qui concerne l'application des amortissements dégressifs.

Participations, titres immobilisés, valeurs mobilières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Pour déterminer la valeur d'inventaire des titres de participation il est tenu compte de la valeur d'utilité qui n'est pas basée uniquement sur la notion d'actif net comptable corrigé, ou d'estimations fondées sur la rentabilité, mais prend aussi en compte l'intérêt de la société à contrôler le développement d'activités commerciales spécialisées et complémentaires à la sienne notamment sous la même enseigne de distribution.

Les valeurs mobilières de placement sont constituées de comptes à terme, de certificats de dépôt négociables et d'OPCVM de type trésorerie. Le prix de revient des titres de placement est calculé selon la méthode FIFO, et la valeur d'inventaire repose sur la valeur de réalisation à la clôture.

Stocks

Les stocks de marchandises et matières premières sont évalués au coût d'acquisition comprenant le prix d'achat, les coûts directement attribuables à l'acquisition et notamment les frais logistiques des centrales d'achats, et réduits des rabais, remises et ristournes, et escomptes obtenus.

Le dernier prix de revient connu a été retenu pour des raisons pratiques. Il n'est pas identifié d'écart significatif avec la méthode FIFO.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

Provisions réglementées

Ne concernent que les amortissements dérogatoires représentatifs de la différence entre les amortissements économiques et les amortissements fiscaux tels que décrit au paragraphe immobilisations corporelles.

Provisions pour risques et charges

Les provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des risques ou charges nettement précisés et que des événements en cours rendent probables.

Les provisions pour litiges sont constituées et évaluées sur la base des demandes adverses, et des éventuelles décisions prises par les tribunaux, et selon l'estimation de la sortie de ressources.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Intégration fiscale

La société SODIREV est membre du groupe constitué par la société mère, la SAS HSO 31 avec laquelle elle a conclu une convention d'intégration fiscale.

Produits et charges exceptionnelles

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'entreprise.

Engagements de retraite

Selon la recommandation du Conseil National de la Comptabilité, la méthode de calcul retenue est la méthode rétrospective des unités de comptes projetées (méthode préconisée par la norme IAS 19) pour déterminer la valeur de cette dette actuarielle.

L'objectif de cette méthode est de répartir le financement des prestations futures sur la durée d'activité probable du salarié. Chaque période de services rendus (soit une année d'ancienneté supplémentaire) donne lieu à une unité supplémentaire de droits à prestations. Il s'agit donc d'un calcul effectué pour chaque salarié en CDI présent dans l'entreprise au moment de l'évaluation du passif social.

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 899 813		310
Terrains	1 800		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	2 431 245		
Constructions sur sol d'autrui	1 429 577		
Const. Install. générales, agenc., aménag.	3 318 651		113 500
Install. techniques, matériel et outillage Ind.	6 300 803		130 912
Installations générales, agenc., aménag.	5 241 393		15 730
Matériel de transport	354 956		31 313
Matériel de bureau, informatique, mobilier	792 295		14 219
Emballages récupérables et divers	31 500		
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes	93 703		294 669
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	19 995 922		600 343
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations	3 009 664		11 616
Autres titres immobilisés	94 062		
Prêts et autres immobilisations financières	1 112 018		24 784
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 215 744		36 400
TOTAL GENERAL	26 111 479		637 053

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES			1 900 123	
Terrains			1 800	
Constructions sur sol propre			2 431 245	
Constructions sur sol d'autrui			1 429 577	
Constructions, installations générales, agenc.			3 432 151	
Installations techn., matériel et outillages Ind.		1 530	6 430 185	
Installations générales, agencements divers			5 257 123	
Matériel de transport		34 884	351 385	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			806 513	
Emballages récupérables et divers			31 500	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes	112 097		276 274	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	112 097	36 414	20 447 754	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations		793	3 020 487	
Autres titres immobilisés			94 062	
Prêts et autres immobilisations financières			1 136 801	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		793	4 251 351	
TOTAL GENERAL	112 097	37 207	26 599 227	

SODIREV

Amortissements

Déclaration au 31/01/2020

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
FRAIS D'ÉTABLISSEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT				
AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	238 159	1 626		239 784
Terrains				
Constructions sur sol propre	998 951	106 674		1 105 625
Constructions sur sol d'autrui	687 626	73 860		761 486
Constructions installations générales, agenc., aménag.	1 086 428	185 088		1 271 516
Installations techniques, matériel et outillage industriels	5 027 080	277 215	665	5 303 630
Installations générales, agenc. et aménag. divers	4 136 077	221 627		4 357 704
Matériel de transport	308 867	20 052	34 884	292 035
Matériel de bureau et informatique, mobilier	676 595	56 515		733 110
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	12 919 622	941 031	35 549	13 825 105
TOTAL GENERAL	13 157 781	942 657	35 549	14 064 889

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES							
Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	

FRAIS ETBL

AUT. INC.

Terrains							
Construct.							
- sol propre							
- sol autrui					9 566	5 276	-14 842
- installations							
Install. Tech.		21 979			1 701	143	20 135
Install. Gén.						82	-82
Mat. Transp.		14 830			4 680		10 150
Mat bureau		1 281			2 836		-1 555
Embal récup.							

CORPOREL.	38 090		18 783	5 501	13 806
Acquis. titre					
TOTAL	38 090		18 783	5 501	13 806

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentation	Dotations	Fin d'exercice
---	------------------	--------------	-----------	----------------

Frais d'émission d'emprunts à étaler

Primes de remboursement des obligations

SODIREV

Filiales et participations

Déclaration au 31/01/2020

Dénomination Siège Social	Capital Capitaux Propres	Q.P. Détenue Divid. encaiss.	Val. brute Titres Val. nette Titres	Prêts, avances Cautions	Chiffre d'affaires Résultat
FILIALES (plus de 50%)					
EURL AUTORENS 5 ALL DES CHAMPS PINSONS-ST ORENS	7 622 151 048	100	7 622	872 624	1 627 729 -143 799
EURL SODIREV-VOYAGES 5 ALL DES CHAMPS PINSONS-ST ORENS	7 622 -542 545	100	7 622	48 256	876 141 -15 702
SNC PRESTADIS 5 ALL DES CHAMPS PINSONS- ST ORENS	1 524	50	81 614		-383
SNC HIRINA 2 ALLEE EMILE ZOLA-31700 BLAGNAC	1 524	45	686 686	99 315	-5 305
		0,00			
		0,00			
PARTICIPATIONS (10 à 50%)					
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			
AUTRES PARTICIPATIONS					
SC SOFILEC-MIDI LANGUEDOC		8,58	2 386 640 2 386 640	165 745	5 069
AUTRES		0,00	536 302 536 302	184 824	
		0,00			
		0,00			
		0,00			
		0,00			

Rubriques	A la fin de l'exercice	Au début de l'exercice	Variation des stocks	
			Augmentation	Diminution
Marchandises				
Marchandises revendues en l'état	8 671 799	9 105 458		433 659
Approvisionnements				
Matières premières				
Autres approvisionnements	47 726	49 214		1 488
TOTAL I	8 719 525	9 154 671		435 146
Production				
Produits intermédiaires				
Produits finis				
Produits résiduels				
Autres				
TOTAL II				
Production en cours				
Produits				
Travaux				
Etudes				
Prestations de services				
Autres				
TOTAL III				
PRODUCTION STOCKEE (OU DESTOCKAGE DE PRODUCTION) II + III				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	1 136 801		1 136 801
Clients douteux ou litigieux	8 518	8 518	
Autres créances clients	1 156 838	1 156 838	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	7 204	7 204	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux			
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices			
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	197 178	197 178	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés	8 578 868	1 536 802	7 042 066
Débiteurs divers	4 110 995	3 760 424	350 571
Charges constatées d'avance	1 214 259	1 214 259	
TOTAL GENERAL	16 410 661	7 881 223	8 529 438

Montant des prêts accordés en cours d'exercice	500 000
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice	1 043 559
Prêts et avances consentis aux associés	

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine	2 755 376	2 755 376		
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine	946 577	442 905	503 672	
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	13 154 084		
Personnel et comptes rattachés	1 061 656	1 061 656		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	788 746	788 746		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	170 901	170 901		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	663 999	663 999		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés				
Autres dettes	249 625	249 625		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	23 947	23 947		
TOTAL GENERAL	19 814 910	19 311 238	503 672	

Emprunts souscrits en cours d'exercice	500 773
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 044 711
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés	

SODIREV

Actif réalisable, passif exigible

Déclaration au 31/01/2020

Situation de l'actif réalisable et disponible	31/01/2020	31/01/2019
Capital souscrit non appelé		
Créances rattachées à participations	2 931 251	2 920 428
Prêts		
Autres immobilisations financières	1 230 863	1 206 080
Avances et acomptes versés sur commandes en cours		
Clients et comptes rattachés	1 139 353	468 307
Autres créances	12 835 665	12 887 282
Capital souscrit, appelé non versé		
SOUS-TOTAL	18 137 132	17 482 096
Valeurs de placement	150 000	150 000
Disponibilités	1 447 135	1 484 080
TOTAL	19 734 268	19 116 176

Situation du passif exigible	31/01/2020	31/01/2019
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes auprès des établissements de crédit	3 198 281	4 148 711
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 154 084	10 322 006
Dettes fiscales et sociales	2 685 301	3 300 751
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	249 625	245 941
TOTAL	19 287 291	18 017 409

SODIREV

Dettes garanties par des sûretés réelles

Déclaration au 31/01/2020

03/09/2020

Régimes	Montant garanti	Nature de la sûreté
En unités obligataires convertibles		
Au is emprunts obligataires		
En unités et dettes auprès des établissements de crédit	6 173 000	Nantissement du fonds de commerce et du compte titre financier
En unités et dettes financières divers		
Av ces et acomptes reçus sur commandes en cours		
De is fournisseurs et comptes rattachés		
De is fiscales et sociales		
De is sur immobilisations et comptes rattachés		
Au is dettes		
TOTAL	6 173 000	

SODIREV

Produits à recevoir

Déclaration au 31/01/2020

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
PRODUITS A RECEVOIR				
AUTRES CREANCES				
40980000	Rrro à recevoir	1 930 050,00	1 607 000,00	323 050,00
40985000	Avoirs à recevoir	158 570 73	269 200,44	-110 629,71
42870000	Salaries - produits à recevoir	2 803,87	4 391,91	-1 588,04
46870000	Divers-produits à recevoir	608 051,09	622 594,97	-16 543,88
TOTAL AUTRES CREANCES		2 697 475,69	2 503 187,32	194 288,37
BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS				
51870000	Interets courus à recevoir		2 167,30	-2 167,30
TOTAL BANQUES,ETABLISSEMENTS FINANCIERS			2 167,30	-2 167,30
TOTAL PRODUITS A RECEVOIR		2 697 475,69	2 505 354,62	192 121,07

SODIREV

Charges à payer

Déclaration au 31/01/2020

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
CHARGES A PAYER				
DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH				
40810000	Frs factures non parvenues	1 321 090,60	1 269 217,66	51 872,94
TOTAL DETTES FOURNISSEURS CPTEs RATTACH		1 321 090,60	1 269 217,66	51 872,94
AUTRES DETTES				
16884000	Interets courus s/emprunt	773,00	1 152,00	-379,00
TOTAL AUTRES DETTES		773,00	1 152,00	-379,00
DETTES FISCALES ET SOCIALES				
42820000	Dettes provision sur conges payes	807 119,00	852 452,00	-45 333,00
42840000	Dettes provision sur participation		187 557,00	-187 557,00
42850000	Dettes provision sur primes gratif	240 000,00	222 917,00	17 083,00
42860000	Personnel charges a payer		202 860,00	-202 860,00
43810000	Org sociaux-prov ch soc/gratifs	64 137,00	80 948,50	-16 811,50
43820000	Charges sociales /conges payes	215 892,00	207 535,00	8 157,00
43860000	Organismes sociaux charges a payer	55 196,78	131 167,00	-75 970,22
43881000	Organismes sociaux-taxes sur remune	112 150,00	247 174,00	-135 024,00
44820000	Charges fiscales/conges payes	34 141,00	20 711,00	13 430,00
44850000	Charges fisc a payer/prov gratifica	10 152,00	9 429,00	723,00
44860000	Etat charges a payer	601 698,00	589 352,00	12 346,00
TOTAL DETTES FISCALES ET SOCIALES		2 140 285,78	2 752 102,50	-611 816,72
INTERETS COURUS SUR DECOUVERT				
51860000	Interets courus a payer	9 320,00		9 320,00
TOTAL INTERETS COURUS SUR DECOUVERT		9 320,00		9 320,00
TOTAL CHARGES A PAYER		3 471 469,38	4 022 472,16	-551 002,78

SODIREV

Charges et produits constatés d'avance

Déclaration au 31/01/2020

Compte	Libellé	31/01/2020	31/01/2019	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48600000	Charges constatées d'avance	1 214 258,70	1 123 209,66	91 049,04
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		1 214 258,70	1 123 209,66	91 049,04
PRODUITS CONSTATES D'AVANCE				
48700000	Produits constatés d'avance	-23 947,44	-27 616,00	3 668,56
TOTAL PRODUITS CONSTATES D'AVANCE		-23 947,44	-27 616,00	3 668,56

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	7 955			15,24
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

SODIREV

Provisions pour risques et charges

Déclaration au 31/01/2020

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	208 180	38 090	24 284	221 986
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	208 180	38 090	24 284	221 986
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions, obligations similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	934 862	419 192	2 144	1 351 910
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	934 862	419 192	2 144	1 351 910
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation	89 237			89 237
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	61 826	86 876	61 826	86 876
Dépréciations comptes clients		26 003		26 003
Autres dépréciations	108 580		50 000	58 580
DEPRECIATIONS	259 642	112 879	111 826	260 695
TOTAL GENERAL	1 402 684	570 161	138 254	1 834 592
Dotations et reprises d'exploitation		112 879	61 826	
Dotations et reprises financières				
Dotations et reprises exceptionnelles		457 282	76 428	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

SODIREV

Ventilation du chiffre d'affaires

Déclaration au 31/01/2020

Rubriques	Chiffre d'affaires France	Chiffre d'affaires Export	Total 31/01/2020	Total 31/01/2019	%
Ventes de marchandises	105 257 622		105 257 622	105 211 933	0,04 %
Production vendue - biens	8 327 219		8 327 219	8 353 531	-0,32 %
Production vendue - services	2 271 800		2 271 800	2 249 989	0,97 %

TOTAL	115 856 641		115 856 641	115 815 453	0,04 %
--------------	--------------------	--	--------------------	--------------------	---------------

SODIREV

Répartition de l'impôt sur les bénéfices

Déclaration au 31/01/2020

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-307 754		-307 754
Résultat exceptionnel à court terme	-375 940	-325 718	-50 222
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs			
RESULTAT COMPTABLE	-683 694	-325 718	-357 976

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	13 806
Subventions d'investissement	
TOTAL ACCROISSEMENTS	13 806
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	81 519
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	45 897
TOTAL ALLEGEMENTS	127 416
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	-113 610

IMPOT DU SUR :
Plus-values différées

CREDIT A IMPUTER SUR :
Déficits reportables
Moins-values à long terme

SITUATION FISCALE LATENTE NETTE

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance

Engagements financiers
Engagements de retraite
Avances et crédits alloués
Rémunérations allouées

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

SODIREV

Honoraires des contrôleurs légaux des comptes

Déclaration au 31/01/2020

	Montant HT		%	
	N	N-1	N	N-1
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes				
<i>émetteur</i>	38 300	35 386	100,00	100,00
<i>filiales</i>				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
<i>émetteur</i>				
<i>filiales</i>				
SOUS-TOTAL	38 300	35 386	100,00	100,00
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
 Autres				
SOUS-TOTAL				
TOTAL	38 300	35 386	100,00	100,00
Audit				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes				
<i>émetteur</i>				
<i>filiales</i>				
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes				
<i>émetteur</i>				
<i>filiales</i>				
SOUS-TOTAL				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement				
Juridique, fiscal, social				
 Autres				
SOUS-TOTAL				
TOTAL				
TOTAL GENERAL	38 300	35 386	100,00	100,00

Rubriques	Entreprises liées	Participations
ACTIF IMMOBILISE		
Capital souscrit non appelé		
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles		
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles		
Participations	97 545	
Créances rattachées à des participations		
Prêts		
Autres titres immobilisés		
Autres immobilisations financières		
ACTIF CIRCULANT		
Avances et acomptes versés sur commandes		
Créances clients et comptes rattachés	5 398	709 290
Autres créances	1 020 197	7 680 997
Capital souscrit appelé, non versé		
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
DETTES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et acomptes reçus sur commandes		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS		
Produits de participations		
Autres produits financiers	13 180	82 318
Charges financières	2 387	

SODIREV

Transfert de charges

Déclaration au 31/01/2020

Nature des transferts	Montant	Imputation au compte
Transferts de charges d'exploitation	1 124 205	
Transferts de charges financières		
Transferts de charges exceptionnelles	257 028	
TOTAL	1 381 233	

SODIREV

**Identité des sociétés mères consolidant les comptes de
la société**

Déclaration au 31/01/2020

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
HSO 31- 62 bd de la Croisette 06400 Cannes-siren 788671980	SAS	1 000	99,48 %

SODIREV

Effectif moyen

Déclaration au 31/01/2020

Effectifs	Personnel salarié	Personnel à disposition de l'entreprise
CADRES ET ASSIMILES	35	
AGENTS DE MAITRISE	12	
EMPLOYES	379	
OUVRIERS	26	
TOTAL		452

SODIREV

Engagements en matière de retraites, pensions et
indemnités assimilées

Déclaration au 31/01/2020

Engagements	Dirigeants	Autres	Provisions
Pensions et indemnités assimilées			
Compléments de retraite pour personnel en activité			
Compléments de retraite pour personnel à la retraite			
Indemnités de départ à la retraite et autres pour personnel en activité		276 872	
TOTAL		276 872	

SODIREV

Engagements financiers donnés et reçus

Déclaration au 31/01/2020

Catégories d'engagements	Total	Engagements donnés				
		Au profit de				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres
Aval et caution	12 983 503			12 983 503		
Intérêts des emprunts	8 160					8 160
Engagements en matière de pension	276 872					276 872

TOTAL	13 268 535			12 983 503		285 032
-------	------------	--	--	------------	--	---------

Catégories d'engagements	Total	Engagements reçus				
		Accordés par				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Catégories d'engagements	Total	Engagements réciproques				
		Dirigeants	Filiales	Participations	Autres entreprises liées	Autres

TOTAL						
-------	--	--	--	--	--	--

Evènements postérieurs à la clôture

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement majeur.

L'entreprise a estimé à la date d'arrêté des comptes que cette situation relève d'un événement postérieur à la clôture, sans lien avec la situation existant au 31 janvier 2020.

Par conséquent, l'entreprise n'a pas procédé à un ajustement des comptes annuels clos au 31 janvier 2020, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 janvier 2020 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Eu égard à une situation extrêmement évolutive, il est difficile d'en estimer les impacts financiers.

Toutefois il est précisé qu'à la date d'arrêté des comptes les mesures prises durant l'exercice en cours pendant la crise sanitaire et le confinement ont été les suivantes :

Fermeture de certaines activités durant la phase de confinement : Manège à Bijoux, Location de véhicules Loué Leclerc. L'Agence de Voyages exploitée par la filiale EURL SODIREV-VOYAGES a également été fermée ainsi que le Centre Auto exploité par la filiale EURL AUTORENS.

Redéploiement des effectifs des concepts fermés et des rayons en sous activité vers les rayons en surtension dont notamment les Drives et les rayons alimentaires.

Les mesures sanitaires préconisées et régulièrement mises à jour par les autorités publiques visant à protéger le personnel et les clients ont été immédiatement déployées et adaptées sur les sites de l'entreprise. Ces mesures sont exhaustivement décrites dans le plan de continuité de l'activité dont notamment :

- Campagnes SMS d'informations des salariés,
- Affichage des gestes barrières et diffusion de toutes les mesures de préventions,
- Mise à disposition d'équipements de protection individuelle et diffusion des consignes d'utilisation (masques, visières, gants, lingettes, sprays, gels hydroalcooliques, ...). Port obligatoire du masque et des gants sur le magasin,
- Renforcement du planning de nettoyage des locaux,
- Protocoles de désinfection des locaux, des caddies, paniers et autres matériels,
- Mise en place de divers équipements de protection sur les postes de travail (vitres de protection PVC sur la ligne de caisse, l'accueil et les points-vendeurs,...),
- Marquage au sol et balisage pour organisation de la distanciation sociale (flux de clientèle, files d'attente, points de croisements de salariés,...),
- Aménagement des horaires d'ouverture, revue de certains horaires de travail (horaires alternés)
- Implantation de bornes de désinfection et de distributeurs de gants à usage des clients,
- Contingement à 800 personnes simultanées dans le magasin et ouverture d'une caisse sur deux uniquement sur arrêté préfectoral,
- Prise de température obligatoire pour les salariés et prestataires extérieurs,
- Sectorisation des salles de pause avec quota de personnes admissibles.

Report d'échéances :

- Charges patronales de sécurité sociale

- Impôts et taxes (TASCOM, CFE)
- Loyers de l'hypermarché

Par ailleurs nous avons constaté depuis le début de l'exercice une évolution positive du chiffre d'affaires cumulé hors carburant.

Dans ce contexte, la trésorerie de l'entreprise a été consolidée et confortée par l'obtention de PGE et permettra de faire face aux engagements.

Eu égard à ces mesures et à la situation de l'entreprise à la date de l'arrêté des comptes, l'entreprise estime que la poursuite de son exploitation n'est pas remise en cause.

Dépréciation des stocks

Les stocks font l'objet d'une dépréciation par le biais d'une provision à hauteur de 86 876 €. Certaines marchandises en stock ont été dépréciées en raison de leur obsolescence, vétusté, prix de vente inférieur au prix de revient.

Actif réalisable & disponible –passif exigible

Seules les dettes à moins d'un an sont retenues.

Engagements en matière de retraites, pensions et indemnités assimilées

La convention collective applicable à l'entreprise prévoit des indemnités de fin de carrière. Il n'a pas été signé d'accord particulier sur ce thème. Les engagements correspondants n'ont pas été constatés sous forme de provision.

Rémunérations des dirigeants

Aucune rémunération n'est octroyée aux membres du Conseil d'Administration. L'information des rémunérations allouées par le Conseil d'Administration aux organes de direction ne peut être fournie en application de l'article R 123-198-1 du Code Commerce.

Effectif moyen

Par effectif salarié, il est entendu l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'entreprise.

Par personnel mis à disposition, il est entendu le personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'entreprise.

Liste des transactions significatives visées par l'article L 123-198 du Code de Commerce

Néant

Information sur les autres opérations non inscrites au bilan visées par l'article R 123-197-9ème du Code de Commerce

Néant